

Les subsides

bouleverser entièrement la façon dont les produits étaient fabriqués dans la période d'après-guerre. Ces gens ont décidé dans bien des cas, pour des motifs fondés sur une rentabilité et une productivité accrues, conformément à la ligne de pensée à ce moment-là, d'utiliser des substances synthétiques au lieu de substances naturelles et renouvelables comme le coton, le bois et le caoutchouc. Ces décisions n'ont pas été prises par le marché. Je conviens avec le gouvernement, qui croit que le marché décide de tout, que les consommateurs auraient pu refuser d'acheter ces produits. Toutefois, comme cela arrive souvent, ils ont acheté ces articles fabriqués de substances synthétiques ou ils ne l'ont pas fait parce que le produit qu'ils voulaient n'était plus fabriqué.

Comme le député de Windsor-Walkerville (M. McCurdy) a tenté de le faire comprendre, dans bien des cas il ne s'agit pas d'un choix fait à l'aveuglette, mais d'un choix avisé. N'empêche que nous commençons à peine à être renseignés sur de nombreuses substances qui ont été choisies non pas par les consommateurs, mais par les fabricants. Cela ne veut pas dire que nous n'avons reçu aucun avertissement. Je me souviens, il y a même une dizaine d'années, d'avoir entendu des gens formuler leurs inquiétudes au sujet de certaines choses que nous tenons actuellement pour acquises et à ce moment-là ces personnes étaient tenues pour être des prophètes de malheur, des rabat-joie et des rétrogrades en ce XX^e siècle. Nous entendons maintenant des Canadiens très conservateurs s'exprimer d'une façon qui aurait soulevé des moqueries il y a 10 ou 15 ans.

A cet égard, je voudrais parler du principal problème du gouvernement en ce qui concerne l'environnement. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans les détails du texte de la motion qui condamne le gouvernement pour la façon dont il s'occupe de la question des produits chimiques toxiques. Je ne pense pas que le gouvernement précédent ait fait un travail bien merveilleux non plus. Le député de Davenport (M. Caccia), dont je ne mets pas en doute les bonnes intentions en matière d'environnement, me paraît souvent trop soucieux de défendre les réalisations du précédent gouvernement; il devrait oublier le passé et se concentrer sur le présent.

Il me semble que le gouvernement conservateur a au moins deux problèmes dans le domaine de l'environnement. Il y a tout d'abord celui de la pollution transfrontalière. Nous savons à ce propos que les deux questions les plus brûlantes sont les pluies acides et la pollution des Grands lacs, notamment parce que la pollution provenant du côté américain contamine le Niagara. Le problème, du point de vue de la politique extérieure, semble être que les membres du parti conservateur sont convaincus de pouvoir obtenir des États-Unis ce que les Canadiens veulent collectivement, c'est-à-dire des mesures contre la pollution, sans rien brusquer et en adoptant avec les Américains l'attitude du premier ministre (M. Mulroney). Je ne dis pas que nous devrions être désagréables avec eux, mais il y a une différence entre la copinerie et l'attitude amicale, mais ferme, que nous devrions adopter vis-à-vis de nos voisins du sud.

Notons en passant que nous avons vu des réactions très différentes au rapport des envoyés du président et du premier ministre chargés du dossier des pluies acides. Les députés conservateurs se sont crus obligés de dire du bien d'un rapport qui, de tout évidence, est un échec. M. Lewis, cela ne fait aucun doute, a pris le dessus sur M. Davis et obtenu que les recommandations cadrent parfaitement avec la politique américaine et s'insèrent dans le scénario que souhaitaient ceux qui, du côté américain, refusent de se préoccuper de la question des pluies acides dans un avenir prévisible. Le rapport des envoyés accorde au moins cinq ans aux Américains pour continuer à ne rien faire ou presque. Le ministre de l'Environnement (M. McMillan) a dit un jour au comité que cette question servirait de papier de tournesol afin de nous révéler si nous avons adopté la bonne attitude dans nos relations avec les États-Unis. Effectivement, l'expérience a eu lieu et les résultats sont négatifs.

Je ne veux pas trop insister sur cette question, car je dois évoquer aussi l'autre problème, celui de la pollution chimique des Grands lacs. Voici, à ce propos, ce que j'ai à dire au gouvernement: nous devons, dès que nous constatons de la pollution chez nous, réagir avec toute l'efficacité, la fermeté et la rapidité que nous souhaiterions de la part des Américains en ce qui concerne les matières qui polluent notre environnement. Nous ne serions pas en mesure, autrement, de réclamer de leur part les initiatives auxquelles, nous-mêmes, nous nous refusons. Le gouvernement me semble avoir affaibli à maintes reprises sa position, surtout en ce qui concerne la pollution des Grands lacs, car, pour ce qui est des pluies acides, il a décidé d'agir. Il a notamment miné sa position sous l'ancienne ministre de l'Environnement, et l'affaiblissement risque de se poursuivre si le ministre actuel continue à se payer de mots. Toutefois, ce dernier dispose encore de quelque temps pour nous montrer qu'il peut passer de la parole aux actes.

• (1250)

Cela m'a frappé que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social dise que le gouvernement espérait pouvoir s'occuper de ces questions une fois qu'il aurait remis l'économie sur les rails. Le fait est que les conservateurs comptent relancer l'économie en créant un climat de déréglementation au Canada et en acceptant la notion de compétitivité internationale alors que, selon moi, nous devrions faire exactement le contraire si nous tenons vraiment à assurer la protection et la qualité de l'environnement.

La réglementation doit être l'un des principaux éléments de tout programme de protection de l'environnement. Nous aurons besoin de plus d'inspecteurs pour garantir que les nouvelles normes prévues dans le cadre de toute nouvelle mesure législative sont respectées. Nous aurons aussi besoin de plus de recherches pour mettre au point des lignes directrices plus appropriées et mieux adaptées à la situation. Nous devons faire bien des choses qui coûteront de l'argent et que le monde des affaires jugera astreignantes.